

Kanaky, Le 15 mai 2024

## COMMUNIQUÉ CCAT

La cellule de coordination des actions de terrain rappelle que le **seul objectif du mouvement indépendantiste est l'accession à la pleine souveraineté de Kanaky** telle que prévue par l'accord de Nouméa.

Pour cette raison, la cellule de coordination des actions de terrain réaffirme que **son combat pour le gel du corps électoral reste d'actualité** car c'est la seule condition d'une paix durable et du vivre ensemble en Kanaky.

Ce matin du 15 mai 2024, nous avons pris acte du vote des 351 députés à l'Assemblée nationale, qui ont choisi de mettre de l'huile sur le feu en donnant leur aval pour le dégel du corps électoral, alors même que l'État et les parlementaires auraient dû **respecter la parole du peuple français qui ont approuvé l'accord de Nouméa par référendum.**

Aujourd'hui, l'avant-dernière étape du processus de révision de la Constitution est passée et c'est le Congrès de Versailles qui sera convoqué par le président Macron dans les prochaines semaines qui entérinera cette réforme de la Constitution française.

**Il reste une dernière chance pour que l'État entende notre cri du cœur et stoppe définitivement son plan au nom de la paix dans notre pays.**

La cellule de coordination des actions de terrain a posé **le cadre de la mobilisation dans l'ensemble du pays au niveau de la phase 2.** Or, nous constatons que l'État français par son entêtement, soutenu par les non indépendantistes ne souhaitent pas que la paix civile perde.

L'État français qui détient le droit de la violence légitime imposé au peuple kanak depuis la prise de possession dans la souffrance à envoyer les forces de l'ordre pour rétablir l'ordre colonial sur nos terres. Les « exactions » commises sur les commerces, les sociétés, les bâtiments et les équipements publics n'étaient pas nécessaires mais **ils sont l'expression des invisibles de la société** qui subissent les inégalités de plein fouet et qui sont marginalisés au quotidien.

Nous demandons à nos responsables politiques de **défendre coûte que coûte nos acquis** hérités d'une longue lutte du peuple Kanak et l'accession à notre pleine souveraineté. Ce combat est noble et il concerne tous les citoyens de notre pays.

Nous **condamnons** fermement les propos colonialistes tenus par Gil Brial qu'il propage sur les réseaux en donnant l'illusion d'avoir le monopole de la démocratie. Nous **interpellons** l'État sur la présence des milices loyalistes qui agressent nos gens sur le terrain avec la caution des forces de l'ordre. Enfin, nous **dénonçons** fermement l'appel de Sonia Backes à déclarer l'état d'urgence dans notre pays.

La cellule de coordination des actions de terrain réaffirme que les actions doivent être maintenues **en phase 2,5 de manière pacifique** et appelle à la plus grande vigilance en cas de provocation et à les signaler aux responsables de l'organisation.

Notre combat pour la Kanaky libre sera long et semé d'embûches, aussi la CCAT appelle tous les citoyens mobilisés sur le terrain **à l'apaisement et au respect des consignes.**

**Nous appelons toutes les communautés du pays à nous rejoindre** dans notre lutte pour la construction d'une nation souveraine, inclusive et dans laquelle nous aspirons à vivre ensemble en paix.

**Nous ne reculerons jamais** et notre détermination restera indéfectible jusqu'à l'indépendance et la l'avènement de la République de Kanaky.